



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Djibouti pour 2022

**Document d'action « Gouvernance pour le développement »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base</b>	Gouvernance pour le développement Numéro OPSYS: ACT-60868  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui, il s'agit de la Team Europe Initiative 2 « gouvernance pour le développement ». <a href="#">Djibouti - Governance for development   Team Europe Initiative and Joint Programming tracker (europa.eu)</a>
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée sur le territoire de la République de Djibouti
<b>4. Document de programmation</b>	Document de Programmation Conjointe 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	Renforcer la gouvernance digitale et financière; Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité; Renforcer la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les migrations.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	15150 — Democratic participation and civil society— 35% 15110— Public sector policy and administrative management— 26% 15190 —Facilitation of orderly, safe, regular & responsible migration & mobility— 21%
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 16 (paix, justice et institutions efficaces) Autres ODD importants : 1 (pas de pauvreté), 4 (Éducation de qualité), 8 (travail décent et croissance économique) et 10 (inégalités réduites)

8 a) Code (s) CAD	15110— Public sector policy and administrative management— 26% 15111 — Public finance management (PFM) — 11% 15150 — Democratic participation and civil society— 35% 15151 — Elections — 6% 15153 — Media and free flow of information —1% 15190 —Facilitation of orderly, safe, regular and responsible migration and mobility— 21%			
8 b) Principal canal de distribution @	n.a.			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l’homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l’environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l’enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	création d'emplois		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: transports		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 4 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 4 000 000 EUR.			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<b>Gestion directe par</b> - subventions - Marchés publics (contrat de services)			

## 1.2 Résumé de l'Action

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la programmation conjointe pour la période 2021-2027.

L'action proposée se concentrera sur la **mise en œuvre de la priorité 2 (institutions fortes)** du document de programmation conjointe. Elle visera à renforcer les capacités de l'Etat et soutenir les politiques nationales afin de promouvoir une meilleure gouvernance démocratique, transparente et innovante, en particulier dans la perspective des élections parlementaires de 2023. Cette action viendra compléter les projets déjà en cours sur le 11ème FED, permettant ainsi de consolider et d'approfondir les acquis, tout en soutenant les nouveaux chantiers prioritaires tels que la gouvernance numérique.

L'appui se concentrera autour de trois objectifs spécifiques du document de programmation conjointe:

- **Renforcer la gouvernance digitale et financière ;**
- **Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité ;**
- **Renforcer la mise en œuvre du plan d'action pour les migrations**

**Ce projet contribuera à 100% à la *Team Europe initiative 2* « Gouvernance pour le développement »** et contribuera à l'atteinte des objectifs suivants: ii) renforcer la gouvernance démocratique, la justice, le respect des droits de l'homme y compris dans le contexte migratoire iii) développer la gouvernance digitale iv) accompagner la mise en œuvre des réformes des finances publiques identifiées.

L'action est alignée avec l'**Agenda 2030**, le Plan d'Action Genre III (GAPIII 2021-2025), la **stratégie numérique de l'UE** et les objectifs du Digital4Development (D4D) hub, ainsi qu'avec le **Pacte mondial sur les migrations**. Cette action contribuera principalement à la réalisation de l'**ODD 16** (paix, justice et institutions efficaces), mais également des **ODDs 1** (pas de pauvreté), **4** (Éducation de qualité), **5** (égalité entre les sexes), **8** (travail décent et croissance économique) et **10** (inégalités réduites). Au sein de la **stratégie globale avec l'Afrique**, cette action s'inscrit dans le cadre des priorités de paix et gouvernance, transformation numérique, migration et mobilité et croissance et emplois durables.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Djibouti est **un pays d'une importance cruciale au point de vue géostratégique dans la région**. Sa situation géographique à la pointe de la Corne de l'Afrique et à l'entrée de la mer Rouge, couplée à ses ports et ses zones franches, lui confèrent un rôle clé dans toute la région en matière économique et commerciale. Djibouti joue aussi un rôle dans la dynamique migratoire et est un partenaire solide dans la lutte contre la piraterie maritime et le terrorisme. Ceci a accru l'attractivité de Djibouti pour les forces militaires engagées dans la lutte contre la piraterie maritime et l'islamisme radical. Djibouti a ratifié la quasi-totalité des conventions internationales à l'exception de la convention sur les droits des travailleurs migrants et les membres de leurs familles et la convention contre les disparitions forcées.

Djibouti est un pays à revenu intermédiaire avec un PIB par habitant de 3 044 USD (courants)<sup>1</sup>. En 2021, la croissance sera moindre qu'espérée suite à la diminution de l'activité économique liée principalement à la pandémie de la COVID-19 et à la crise éthiopienne (croissance attendue à 1% du PIB en 2020<sup>2</sup> et 4% du PIB en 2021<sup>3</sup> pour un PIB proche de 7% de 2013 à 2019<sup>4</sup>). Le développement économique du pays repose sur une stratégie ambitieuse d'intégration économique avec l'Éthiopie (dont dépend 30% de l'activité économique et 28 000 emplois) et au-delà, avec les pays de l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Par ailleurs, le pays est confronté à bon nombre de défis de nature macro-économique, à commencer par le niveau de sa **dette publique** liée principalement à des **prêts chinois**. En raison de la pandémie actuelle, les experts estiment que la dette publique extérieure et la dette garantie par l'État diminueront plus lentement que prévu. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), Djibouti devrait accélérer les réformes pour faciliter la transition vers une croissance mieux partagée, tirée par le secteur privé, afin de créer des emplois et réduire la pauvreté (décembre 2021). Dans ce contexte, il est aussi essentiel de souligner que les inégalités de genre sont encore importantes notamment en ce qui concerne l'emploi, le taux d'activité et l'accès à l'éducation. De plus, ces disparités sont plus importantes dans les régions.

Djibouti constitue un hub de stabilité dans une région marquée par l'instabilité. **Préserver la stabilité politique de Djibouti**, en renforçant les capacités de l'État à administrer son territoire et sa population de façon transparente, démocratique et apaisée, demeure donc une grande priorité pour l'UE et la *Team Europe*.

Dans le cadre du second plan qui concrétise la **vision Djibouti 2035**, intitulé « Plan National de Développement - inclusion – connectivité – institution » (ICI) 2020-2024 », le gouvernement s'est fixé 5 priorités : i) Paix et Unité nationale, ii) Bonne Gouvernance, iii) Économie diversifiée et compétitive, avec comme moteur le secteur privé, iv) Consolidation du capital humain, v) Intégration régionale et Coopération internationale.

Par ailleurs, depuis la réélection du Président Guelleh en avril 2021 et la formation du nouveau gouvernement, **l'économie numérique est devenue une priorité nationale**. Cela s'est notamment traduit par la création d'un nouveau ministère de l'économie numérique et de l'innovation (MENI), l'adoption d'un Schéma stratégique intégré (SSI) sur le secteur des technologies de l'information et de la communication, la création de l'ANSIE (l'agence nationale de système d'information de l'État) et d'un portail numérique.

<sup>1</sup> Rapport de suivi Banque Mondiale – 2019

<sup>2</sup> Données déclaration FMI décembre 2021

<sup>3</sup> Idem

<sup>4</sup> Banque mondiale 2021

Enfin, sur le dossier « migration » fin 2021, deux étapes importantes ont été franchies: **l'élaboration d'une stratégie nationale**, validée en septembre 2021 et traduite dans un premier projet de plan d'action en avril 2022, et la **création d'un bureau de coordination des migrations**, placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, inauguré en juillet 2021.

## 2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes: Dans une région menacée par l'instabilité politique, Djibouti fait figure d'exception. L'État djiboutien est un allié stratégique de l'Union européenne et ses Etats-membres dans la Corne de l'Afrique. **L'UE vise à préserver sa stabilité politique** en soutenant ses institutions et les chantiers de réformes engagés par l'État. Si sur le plan politique interne, des **défis restent à relever** (améliorer la transparence, la gouvernance démocratique etc.), **l'État a également su initier d'importantes réformes** (justice, secteur privé, administration, décentralisation, numérique...) et a accentué ses efforts pour l'intégration des femmes dans la vie politique avec 26,2% des sièges du Parlement occupés par des femmes. Il est de l'intérêt de l'UE de continuer à soutenir Djibouti en appuyant les progrès et à pousser pour la démocratisation, la transparence et la bonne gestion publique avec pour **objectif final la préservation de la stabilité politique**. Ces efforts doivent être renforcés et ceci est d'autant plus vrai dans la perspective des **élections parlementaires de 2023**.

La **gouvernance digitale** à Djibouti est débutante. Le Ministère de l'économie digitale et de l'innovation a été créé en avril 2021, et a repris le projet de code numérique lancé par l'ANSIE avec l'appui de la Banque mondiale. Le ministère a pour mission de coordonner la transformation numérique dans les secteurs privé et public ; la protection des données fait partie des priorités du MENI. Le Ministère dispose de très peu de ressources et de compétences.

Plusieurs **exercices PEFA** ont été lancés depuis une dizaine d'années sans travail de fond consécutif sur des réformes. Le manque de transparence est reconnu par les acteurs clés au niveau national ; le présent exercice est soutenu par les ministres des finances et du budget, ce qui laisse espérer une meilleure utilisation des résultats de l'exercice.

Depuis des dizaines d'années, la République de Djibouti souffre des **faiblesses de certaines institutions**, comme le soulignent divers indicateurs internationaux, ce qui s'est traduit une **perception négative des institutions de l'État et de l'administration dans son ensemble par le citoyen**. En soutenant les institutions de participation, de contrôle et de redevabilité de la République de Djibouti, nous contribuerons également à une meilleure performance de toutes les institutions de l'Etat djiboutien et de son administration tout comme la Vision Djibouti 2035 le préconise.

Djibouti se trouve **sur la route migratoire du Corridor Est** qui relie l'Ethiopie aux pays du Golfe et voit passer chaque année plus de cent mille migrants venant d'Ethiopie. Djibouti accueille aussi plus de trente mille réfugiés (ainsi qu'une « population flottante » qui reste dans le pays et contribue de façon informelle à l'économie) incluant 11 800 chercheurs d'asile (avril 2022). Les engagements de Djibouti dans le cadre du Pacte Mondial sur les Migrations (12/2018) et du Cadre Global d'Action pour les Réfugiés (09/2016) ont été tardivement traduits dans une Stratégie nationale pour les Migrations en 09/2021. En revanche, les engagements politiques du pays sur la question migratoire ont été, dès 2016, largement financés, surtout par l'Union européenne. L'absence de structure de pilotage, le manque de données statistiques consolidées sur les mouvements migratoires et la multiplication des appuis n'ont pas permis d'assurer une coordination forte afin d'assurer une complémentarité entre les différentes actions financées par les bailleurs. Le soutien au **Bureau de Coordination pour les Migrations**, créé en 06/2021, contribuera à accompagner le développement d'une coordination centralisée des actions migrations d'une part, et à compiler, analyser, et diffuser des données et des statistiques sur les flux migratoires fiables (en fonction du sexe, de l'âge, du statut familiale, du profil migratoire) et à jour pour alimenter la définition de manière participative et transparente des politiques en la matière pour les années à venir, d'autre part.

Seulement 26 % des indicateurs essentiels au suivi des ODDs sous une perspective genre étaient disponibles. Des **manques de données** sont observés sur les indicateurs relatifs aux violences faites aux femmes, l'inactivité et le chômage et aussi les indicateurs liés au marché du travail (notamment dans le secteur du numérique).

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes seront les institutions suivantes : **les autorités nationales et locales** (notamment le ministère de l'économie numérique et de l'innovation (MENI), le ministère des communications, poste et telecoms (MiCPT), le ministère de l'intérieur à travers le Bureau de coordination des migrations, le ministère de l'économie et des finances, et celui du budget) et **les institutions démocratiques et organismes de contrôle et redevabilité de l'État** : l'Assemblée nationale (AN), la Cour des comptes (CC), la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'Agence nationale des services informatiques de l'Etat (ANSIE), Djibouti Telecom et le Médiateur de la République (MR). Dans la mesure du possible, les organisations de la société civile et en particulier celles représentant les femmes, les jeunes et les groupes vivant dans des situations vulnérables devront être associées afin de garantir la participation, la représentation des détenteurs de droits et améliorer la redevabilité des institutions.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'**objectif général** (impact) de cette action est de renforcer les capacités de l'État pour une bonne gouvernance.

Les **objectifs spécifiques** (résultats) de cette action sont:

1. Renforcer la gouvernance digitale et financière;
2. Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles;
3. Renforcer la participation et collaboration pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les migrations.

Les **produits** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

**Produit 1.1** Un appui au **développement du Code numérique et de la protection des données**, afin d'encourager la convergence avec les standards internationaux en matière, dont le règlement général sur la protection des données (RGPD)

**Produit 1.2** Sur la base des résultats du PEFA (exercice en cours), soutenir **l'identification des réformes prioritaires** à mener avec le gouvernement et appuyer la mise en œuvre de ces réformes.

**Produit 2.1 Renforcer les institutions démocratiques**, notamment en soutenant la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et l'Assemblée nationale tout en renforçant la participation institutionnelle de la société civile (spécialement les associations de femmes, de jeunes et des acteurs locaux) ainsi qu'en soutenant la réforme sur les lois de communication.

**Produit 2.2 Renforcer les systèmes de redevabilité**, notamment en appuyant la Cour des comptes et l'équipe du Médiateur de la République.

**Produit 3.1** Un **appui à la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les migrations** grâce au renforcement des capacités du Bureau de coordination des migrations dans son objectif de participation et de collaboration entre les différentes parties prenantes.

#### 3.2 Activités indicatives

**Activités liées au produit 1.1 pourront inclure entre autres :**

Une assistance technique en soutien aux divers acteurs pertinents et impliqués sur la rédaction du Code numérique et en particulier sur la protection des données.

Il s'agira notamment de : i) renforcer les capacités du MENI, notamment pour la finalisation du livre sur la protection des données du code numérique et pour l'élaboration du décret créant la Commission Nationale de Protection des Données ; ii) soutenir la création et l'opérationnalisation de la Commission Nationale de Protection des données ;

#### **Activités liées au produit 1.2 pourront inclure entre autres :**

Sur bases des conclusions et résultats de l'exercice PEFA, une assistance technique pourra être mise en place pour appuyer le gouvernement dans : i) l'identification des réformes prioritaires à mener et la mise en place d'un plan de réformes ii) la mise en œuvre de ces réformes prioritaires identifiées dans le plan de réforme. Le niveau d'endettement élevé de l'Etat djiboutien sera pris en compte et monitoré, l'impact des éventuelles réformes sur cette endettement public pourra aussi être analysé.

#### **Activités liées au produit 2.1 pourront inclure entre autres :**

L'action de l'UE visera à renforcer les institutions démocratiques afin qu'elles puissent assurer leur fonction de manière transparente et indépendante.

Il s'agira notamment de : i) Renforcer la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) en soutenant la révision du cadre juridique, l'actualisation du cadre législatif concernant les procès électoraux et les partis politiques, et l'établissement de manuels de bonnes pratiques et d'un code de déontologie ii) Appuyer les capacités de l'Assemblée Nationale, notamment en soutenant ses missions de représentation et de communication vis-à-vis de la société civile (avec une attention particulière aux femmes et aux filles) afin que tous les groupes puissent s'exprimer, mais également en appuyant ses fonctions législative, de contrôle et de redevabilité et en soutenant les réformes de l'administration parlementaire iii) Soutenir la réforme des lois de communication relative à la liberté de la communication et au pluralisme politique.

#### **Activités liées au produit 2.2 pourront inclure entre autres :**

L'action de l'UE visera à renforcer les systèmes de redevabilité djiboutien notamment en : i) soutenant la Cour des comptes pour la mise à jour de son cadre juridique et de mécanismes de coordination afin d'améliorer la transparence des procédures, ainsi que pour développer un système de gestion, de collecte de données institutionnelles incluant les ressources humaines et l'informatisation ii) appuyer le Médiateur de la République en renforçant notamment les capacités du personnel (en particulier des délégués régionaux), en améliorant l'informatisation, l'archivage, le système de suivi des plaintes et la gestion des ressources humaines et en appuyant l'institution dans sa communication vis-à-vis du grand public, spécialement dans les régions.

#### **Activités liées au produit 3.1 pourront inclure entre autres :**

Un soutien de l'UE pour renforcer les capacités du Bureau de Coordination pour les Migrations afin d'assurer la coordination des actions liées à la migration, gérer, analyser et partager les données sur les flux migratoires.

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### **3.3 Intégration des questions transversales**

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

En favorisant la bonne gouvernance, et en améliorant le fonctionnement de l'administration, également dans le domaine de la protection de l'environnement, le projet se traduira par un plus grand respect et qualité des lois au profit aussi de la nature de Djibouti.

Quant aux travaux et/ou réhabilitations éventuelles, ils devront veiller au respect des questions environnementales: conception adaptée au climat, recours à l'architecture traditionnelle, utilisation de matériaux locaux, énergies renouvelables, notamment solaire, éolienne ou produite à base de biogaz.

---

## **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention [G1<sup>5</sup>]. Cela implique que la dimension genre sera intégrée systématiquement dans chaque composante de ce projet afin d'assurer que les perspectives, les besoins et les situations différenciés des femmes, des hommes et des jeunes soient pris en compte dans toutes les activités du projet. Des efforts devront être faits pour développer des outils de gestion des ressources humaines facilitant l'obtention des données désagrégées par sexe et âge. De plus, le projet donnera une attention spéciale au soutien pour l'élaboration des statistiques spécifiques à la discrimination à l'égard des femmes et les violations des droits humains basées sur le genre. Ces données seront utilisées pour renforcer les actions et renforcer ainsi l'approche intégrée des droits humains et de genre. L'action contribue au Plan d'Action Genre III (GAP III, 2021-2025) et plus spécifiquement « promouvoir une participation et un leadership équitables ».

---

## **Droits de l'homme**

La bonne gouvernance et les droits de l'homme font aussi partie de ce programme, à travers l'appui offert aux institutions (Assemblée nationale, Médiateur de la République, Cour des comptes, CENI) et au Bureau de coordination. L'approche basée sur les droits de l'homme sera appliquée dans tous les phases du cycle du projet en mettant des garanties la mise en œuvre des droits humains et les principes de l'universalité, l'inaliénabilité, l'indivisibilité, l'interdépendance et le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de transparence, de redevabilité, etc. Les principes de « ne pas nuire » (« do no harm ») et « ne laisser personne pour compte » (« leaving no one behind ») seront également pris en compte.

La migration est une question sensible à Djibouti. L'Union européenne en est le principal bailleur. Les résultats de toutes les actions portant sur les migrations nationales et régionales, actuellement mises en œuvre en faveur de Djibouti, pourraient être renforcés par une mise en application efficace et continue des procédures standard opérationnelles préparées et validées dans le cadre de processus de consultation élargis, l'opérationnalisation de la task force migration sur la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants et un engagement fort des autorités et des forces de sécurité intérieures à promouvoir, à respecter et faire respecter les droits humains pour l'ensemble des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, adaptés selon les besoins spécifiques (ex : profil migratoire, sexe, âge et besoins spécifiques).

---

## **Invalidité/Handicap**

Même si le handicap ne constitue pas un objectif ciblé dans ce projet, il fera l'objet d'une attention particulière dans les aspects de mise en œuvre du projet.

---

## **Démocratie**

En soutenant et en renforçant les institutions de contrôle et de responsabilité de la République de Djibouti, telles que le Parlement, la Cour des comptes et le Médiateur, le projet aura un impact positif dans ce domaine.

En outre, le fait que cette initiative couvre des aspects tels que la loi sur la communication dans les campagnes électorales, la CENI ainsi que les textes législatifs relatifs au processus électoraux contribuera de manière décisive à une meilleure qualité de la démocratie en République de Djibouti.

---

## **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Le renforcement des processus démocratiques et de redevabilité, l'attention portée à une meilleure gestion des migrations auront un effet positif sur le renforcement de la stabilité, de même que les effets indirects de la e-gouvernance.

---

<sup>5</sup> Objectif principal / objectif significatif / non ciblé



### 3.4 Risques et enseignements tirés

<b>Categorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
1	Les capacités limitées des institutions et organismes nationaux en général ainsi que le manque de volonté et de leadership politique	Haute	Haute	Les modalités de mise en œuvre choisies pour mettre en œuvre ces actions (voir ci-dessous) permettent de limiter ces risques et de conserver un contrôle et un suivi régulier au niveau technique ainsi que dans notre dialogue de politique.
2	Inexistence, indisponibilité ou insuffisance d'un budget de fonctionnement pour les institutions bénéficiaires de cette action	Haute	Haute	L'appui de cette action renforcera les capacités institutionnelles des institutions bénéficiaires, y compris celles concernant le plaidoyer pour recevoir un budget de fonctionnement suffisant et régulier.
3	Sensibilité du dossier migration et intérêt relatifs des autorités nationales	Haute	Haute	Le renforcement du Bureau de coordination des migrations devrait permettre qu'il devienne une structure centrale, de référence et de consultation
4	Le code numérique n'est pas finalisé ou voté au démarrage du projet	Haute	Haute	Le projet prévoit une assistance technique (si nécessaire) à la finalisation du chapitre du code numérique sur la protection des données
5	Le MENI ne dispose pas de budget de fonctionnement	Moyenne	Haute	Un budget de fonctionnement du MENI devrait être une conditionnalité à ce projet
6	La Commission nationale de la protection des données n'est pas représentative/ne dispose pas de budget de fonctionnement	Moyenne	Moyenne	<p>L'appui à l'opérationnalisation de la Commission devrait être conditionné au recrutement de ses membres et de son personnel par le Gouvernement Djiboutien, ainsi qu'au respect de l'indépendance de cette instance vis-à-vis le pouvoir exécutif.</p> <p>L'assistance technique prévue à l'élaboration des textes, règlements et procédures internes de la Commission</p>

				devrait permettre d'assurer que ses membres soient inclusifs et représentatifs
<p><b>Enseignements tirés:</b></p> <p>Hypothèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Code numérique cohérent avec le RGPD</li> <li>- Volonté politique</li> <li>- La loi sur la réorganisation du ministère de l'intérieur qui inclut la validation de l'organigramme et la présentation du Bureau de coordination des migrations est votée et en vigueur.</li> </ul> <p>Pérennisation : de manière générale, les projets d'appui institutionnel à Djibouti trouvent difficilement les ressources pour se maintenir durablement après la fin des financements extérieurs. Il est donc indispensable dès le début du projet de se focaliser sur les moyens de maintenir l'activité, en sécurisant le budget par une contribution nationale.</p> <p>Appropriation : un exercice PEFA a déjà été mis en œuvre à Djibouti en 2016 mais les conclusions n'ont jamais été diffusées : importance du pilotage et de l'engagement national.</p>				

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est que le renforcement de la gouvernance intervient dans le cadre général d'un pays à revenu moyen, tranche inférieure, où il est nécessaire de travailler à une meilleure répartition de la richesse. Le pays est le mieux connecté d'Afrique en termes de câbles intercontinentaux. Enfin, Djibouti voit passer plus de cent mille migrants chaque année, d'Ethiopie vers le Golfe. Ceci justifie l'importance de renforcer la gouvernance financière, digitale, de renforcer les institutions démocratiques et de contrôle et de veiller à une meilleure gouvernance des migrations.

Cet appui à la gouvernance s'inscrit dans le **TEI de Djibouti « Gouvernance pour le développement**, validé en novembre 2021, où l'Agence française de Développement appuie la gouvernance locale (mairie de Djibouti), la gouvernance financière (PEFA, la réforme du secteur financier et la gouvernance publique (Office national de l'eau et de l'Assainissement de Djibouti) ; l'ambassade de France soutient le développement de la société civile avec des projets axés sur le genre via des projets innovants des sociétés civiles et des coalitions d'acteurs (PISCCA), le renforcement des cadres de l'administration et de la police judiciaire.

En matière de **gouvernance digitale**, si le chapitre du code numérique concernant la protection des données est approuvé et conforme aux orientations du RGPD, et si la Commission Nationale pour la Protection des Données est créée et si le MENI est opérationnel, des campagnes de sensibilisation sur la protection des données et le RGPD seront organisées. Les professionnels/le secteur privé seront accompagnés dans leur mise en conformité avec le législation en matière ; la Commission jouera pleinement son rôle de régulateur (pourvu que son indépendance du pouvoir exécutif soit garantie), et les particuliers et le secteur privé pourront bénéficier d'une sécurisation de leurs données personnelles conformément au RGPD, ce qui devrait aider les investisseurs privés internationaux à s'installer à Djibouti.

Pour la **gouvernance financière**, des bailleurs, dont l'Union européenne, soutiennent la réalisation d'un PEFA. Le recueil des données a démarré en mars 2022. Les résultats devront permettre au gouvernement de rédiger un plan d'action qui va prioriser les réformes sélectionnées. Si l'assistance technique mobilisée appuie la rédaction du plan d'action et si les services concernés sont soutenus pour concrétiser les réformes, alors la gouvernance financière du pays sera améliorée, pour autant que le plan d'action ait été rédigé en parfaite appropriation et que les services soient prêts pour mettre en œuvre les réformes.

Pour renforcer la **gouvernance démocratique et la redevabilité**, les pistes d'intervention portent sur leur indépendance et sur le renforcement de leurs capacités afin qu'elles puissent remplir pleinement leur rôle

constitutionnel. Si la CENI, l'Assemblée nationale sont appuyées, si les lois sur la communication sont révisées, alors l'action favorisera le bon fonctionnement de ces institutions démocratiques à condition que la volonté politique soit présente, que l'UE soit invitée à observer les élections. Une CENI permanente, une Assemblée nationale et une Cour des comptes fonctionnelles, des lois électorales réformées, un médiateur de la République plus performant vont assurer un meilleur fonctionnement de l'Etat, le renforcement de l'Etat de droit et des droits humains, y compris l'égalité des sexes.

Les hypothèses pour cette logique d'intervention sont d'une part une entière collaboration des institutions concernées leur volonté d'indépendance, et celle des hautes autorités de l'Etat. La formation du personnel, le fonctionnement correct des institutions, une gestion efficace, et l'indépendance sont les piliers sur lesquels l'action gouvernance démocratique s'appuie. En les ciblant simultanément, ce projet répond aux besoins de la population qui souhaite plus de transparence et d'efficacité dans le fonctionnement des institutions de l'Etat.

Pour le **secteur de la migration**, si la loi réorganisant le Ministère de l'intérieur et présentant l'organigramme du Bureau de Coordination des migrations est votée, mise à disposition d'assistance technique et d'un logiciel pour appuyer le déploiement du Bureau de Coordination des migrations sont réalisées, alors le Bureau verra ses capacités renforcées et disposera d'un outil informatique et de personnel formé. Cela lui permettra de mettre en œuvre son mandat de coordination de la Stratégie nationale pour les migrations, une meilleure gestion des données liées à la migration et la fourniture de services de protection aux migrants.

Cette composante pourra notamment bénéficier des exercices en cours de l'Organisation Internationale pour les Migrations (*Displacement Traffic Matrix, Migration Monitoring flow*). Ces données permettront d'alimenter le rapportage dont Djibouti a la responsabilité dans le cadre de ses engagements au niveau international. Elles alimenteront également les réflexions et la définition des politiques migratoires de Djibouti pour répondre à ses engagements du Cadre Global d'Action pour les Réfugiés et du Pacte Mondial pour les Migrations.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade de la contractualisation. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être renseignées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce DA, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaine de résultats (@): (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Les capacités de l'État pour une bonne gouvernance sont renforcées	Indice de developement humain Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique WB doing business	2020 : IDH 166/188  2020 : 42/55 IIAG <sup>6</sup>  2021 : 99/190 Doing Business	2024 : Progression constante des 3 indices sur la durée du programme	Indice de développement humain  Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique  World Bank doing business survey: <a href="https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/d/dj/ibouti/DJI.pdf">https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/d/dj/ibouti/DJI.pdf</a>	<i>Non applicable</i>
<b>Résultat 1</b>	1. La gouvernance digitale et financière est renforcée	1. Etat de la Commission Nationale de Protection des Données  2. Etat du MENI  3. Etat des réformes prioritaires identifiées sur base du PEFA	1. Aucune/O au 2 <sup>e</sup> trimestre 2022 : pas de Commission actuellement (elle est proposée dans le code numérique)  2. Aucune/O au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022, le MENI ne dispose d'aucun budget de fonctionnement  3. L'exercice PEFA a démarré en mars 2022 /pas encore de plan d'action élaboré.	1. 2023 : La Commission est opérationnelle et ses membres ainsi que son personnel sont nommés/recrutés  2. 2023 : Une vingtaine de membres du personnel du MENI et de la Commission sont formés /coachés sur la protection des données et le RGPD  3. Un plan de réforme est identifiée et adopté par le gouvernement et de premières réformes issues du plan de réforme sont soutenues et mises en place	1. Décret et textes d'application de la Commission (dont la nomination des membres)  2. Rapports du projet et rapports d'activité du MENI et de la Commission  3. Rapport de l'exercice PEFA et plan de réformes du gouvernement	Le code numérique est approuvé au 4 <sup>e</sup> trimestre 2022  Le MENI et la Commission disposent d'un budget de fonctionnement dans la loi des Finances  L'exercice PEFA est mené à bien et le rapport est validé par le gouvernement.

<sup>6</sup> Indice Mo Ibrahim sur la Gouvernance en Afrique

<b>Produit 1</b>  <b>lié au</b> <b>résultat 1</b>	1.1 Le développement du Code numérique et de la protection des données est appuyé	1.1.1 Nombre de cadres et spécialistes du MENI et de la Commission formés et qui disposent de compétences sur la protection des données  1.1.2 La Commission a approuvé ses documents, règlements et procédures internes de fonctionnement	1.1.1 Aucun/0 au 1er trimestre 2022  1.1.2: Aucun/0 au 1er trimestre 2022	1.1.1 Au moins 20 cadres/spécialistes du MENI et de la Commission sont formés  1.1.2 Les procédures, règlements, feuille de route et stratégie de la Commission sont finalisés et appropriés (fin 2023)	1.1. Rapport d'activité du MENI et du projet  1.2 Rapport d'activité et de formations du MENI, de la Commission et du projet	La Commission est officiellement créée avant la fin 2022 et dispose de ressources propres dans la loi des Finances  Les membres de la Commission sont nommés (sur les principes de transparence, de compétences et de représentativité) pour la fin 2022  Le livre sur la Protection des Données du code numérique est conforme aux standards internationaux
<b>Produit 2</b>  <b>lié au</b> <b>résultat 1</b>	1.2 Suite au PEFA, les réformes prioritaires à mener sont identifiées et la mise en œuvre de ces réformes est appuyée	1.2.1 Le plan d'action a identifié les réformes à mettre en œuvre  1.2.2 Nombre de réformes identifiées faisant l'objet de mise en œuvre	1.2.1 Mai 2022 : aucune réforme identifiée  1.2.2 mise en œuvre attend l'identification et la validation du plan d'action	1.2.1 Plan d'action validé : nombre de réformes initiées	1.2.1 Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action  1.2.2 Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action	L'exercice PEFA est mené à bien et le rapport est validé par le gouvernement.

<b>Résultat 2</b>	2. Les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité sont renforcés afin de garantir les droits de tous et en particulier des femmes et des filles	Indice de perception de la corruption, Transparency international	2021 : IPC 30/100 <sup>7</sup>	2025 : Progression constante des indices sur la durée du programme : 46/100	Indice de perception de la corruption, Transparency international	
<b>Produit 1 lié au résultat 2</b>	2.1 Les institutions démocratiques sont renforcées	<p>2.1.1 CENI (transparence) Des observateurs électoraux nationaux, régionaux, et internationaux sont accrédités et ont libre accès à toutes les étapes du processus électoral (mise à jour du fichier électoral, campagne, vote, traitement des résultats, contentieux)</p> <p>2.1.2 CENI (inclusivité) Le fichier électoral, davantage inclusif, permet une plus grande représentativité du corps électoral</p> <p>2.1.3 Assemblée nationale Nombre de lois initiées par les parlementaires promulguées</p>	<p>2.1.1 (0) mission d'observation domestique / (2) missions régionales / (0) mission internationale</p> <p>2.1.2 2018 = 194 169 électeurs</p> <p>2021 = 215 687 électeurs</p> <p>2.1.3 Aucun/0 rapport annuel de l'AN</p> <p>2020 10-25 fourchette de percentiles</p>	<p>2.1.1 (1) mission d'observation citoyenne / (2) missions d'observation régionale</p> <p>2.1.2 2023 = 300 000 électeurs</p> <p>2.1.3 2024 4 lois initiées par l'AN ont été promulguées</p> <p>2024 50-75 fourchette de percentiles</p>	<p>2.1.1 Rapport d'observation électorale et nombre d'observateurs déployés</p> <p>2.1.2 Rapport d'évaluation final du projet/rapports annuels de l'AN</p> <p>2.1.3 Rapport d'évaluation final du projet/rapports annuels de l'AN</p> <p>Indicateurs de gouvernance mondiale de la Banque mondiale<sup>8</sup></p>	Un cadre légal favorable à l'observation électorale est mis en place.

<sup>7</sup> Indice de perception de la corruption, note donnée par Transparency international pour Djibouti. <https://www.transparency.org/en/countries/djibouti>

<sup>8</sup> <https://databank.banquemondiale.org/Worldwide-Governance-Indicators/id/f2d19508>

<b>Produit 2 lié au résultat 2</b>	2.2 Les systèmes de redevabilité sont renforcés	2.2.1 Cour des comptes : le rapport général annuel est publié en temps utile et identifie les responsables de manquements, anomalies et dysfonctionnements  2.2.2 Médiateur de la république : nombre de plaintes reçues et résolues	2.2.1 Aucun/0 Le rapport général 2021 n'est pas encore publique  2.2.2. 2018 111 recus et 77 resolues rapport annuel du mediateur 2018	2.2.1 Le rapport général de l'année 2023 est publié à temps et désigne éventuellement les auteurs présumés d'anomalies  2.2.2 2024: 333 recus et 235 resolues	2.2.1 Le rapport général de l'année 2023  2.2.2 Rapport annuel du Mediateur 2025/rapport evaluation finales	Existence d'une volonté politique
<b>Résultat 3</b>	3. La mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les migrations est renforcée	3.1 Nombre de stratégies ou de politiques de gestion des migrations ou de déplacements forcés en cours de mise en œuvre avec le soutien de l'UE  3.2 La coordination des actions migrations est opérationnelle, efficace et de qualité.	3.1 Aucune action issue du plan d'action n'est mise en place  3.2 Aucune coordination au démarrage	3.1 deux actions issues du plan d'action sont mises en place  3.2 Les réunions de coordination se tiennent mensuellement dès le démarrage du projet	3.1 Rapports du Ministère de l'Intérieur et du Bureau de Coordination des Migrations  3.2 Minutes des réunions de coordination disponibles et partagées, une semaine après la tenue des réunions	



<b>Produit 1</b>  <b>lié au</b> <b>résultat 3</b>	3.1. La mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les migrations est appuyée grâce au renforcement des capacités du Bureau de Coordination des Migrations (incluant la capacité sur les questions de protection, les principes humanitaires, les droits de l'homme)	3.1 Les données sur les flux migratoires sont à jour, disponibles mensuellement, diffusées et utilisées par les Ministères impliqués dans le dossier migration.	3.1. Absence de données statistiques consolidées, à jour et fiables, produites par Djibouti	3.1 Les données sur les flux migratoires sont (désagrégées par sexe, âge, profils migratoires et de vulnérabilité) produites mensuellement et diffusées auprès des Ministères impliqués dans le dossier migration et les partenaires techniques et financier à partir du premier trimestre 2024	3.1 Rapports annuels produits, validés et soumis par Djibouti concernant ses engagements sur le Pacte Mondial pour les Migrations et le Cadre Global d'Action pour les Réfugiés	La loi sur la réorganisation du Ministère de l'Intérieur qui inclut la validation de l'organigramme et la présentation du Bureau de coordination des migrations est votée et en vigueur.
--	--	---	---	---	---	--

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Djibouti.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de conclusion de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Sans objet

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>9</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subvention 1: Renforcer la gouvernance digitale**

###### **a) Objet de la subvention**

Il s'agira d'appuyer le MENI à créer une Commission indépendante pour la protection des données

###### **b) Type de demandeurs visés**

Association internationale regroupant des autorités dont le mandat est de promouvoir et d'assurer dans leur pays le droit des personnes à la protection des données personnelles en Afrique francophone. L'organisation choisie sera sélectionnée sur ses compétences et son expérience importante dans le domaine francophone, et opérera dans le domaine de l'appui institutionnel aux organismes nationaux en charge de la protection des données personnelles à Djibouti.

###### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'action présente des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif (article 195 F du Règlement financier). L'action requiert le choix d'une entité ayant déjà une forte expérience à Djibouti dans le domaine du digital et de la protection des données - un secteur politiquement sensible et très spécialisé.

<sup>9</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

#### 4.4.2 Gestion directe (subventions)

##### **Subvention 2: Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques**

###### **a) Objet de la subvention**

Il s'agira d'appuyer l'Assemblée nationale djiboutienne

###### **b) Type de demandeurs visés**

Association internationale regroupant des représentants des parlements et parlementaires du monde entier. L'organisation choisie disposera d'une expérience reconnue et d'une compétence exclusive dans le domaine de l'appui aux parlements, et notamment de l'Assemblée nationale djiboutienne.

**c) Justification d'une subvention directe** Sous la responsabilité de l'Ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'action présente des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif (article 195 F du Règlement financier). L'action requiert le choix d'une entité ayant déjà une forte expérience à Djibouti dans le domaine de la gouvernance et l'appui aux parlements.

#### 4.4.3 Gestion directe (passation de marchés)

Les composantes 1 et 2 (partiellement) et la composante 3 seront exécutées par le biais de marchés pour un montant maximum de 2 400 000 EUR.

#### 4.4.4 Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte en raison de circonstances exceptionnelles hors du contrôle de la Commission.

En cas de difficultés survenant dans l'octroi d'un des deux contrats de subvention, l'Ordonnateur compétent pourra proposer de passer d'une gestion directe à une gestion indirecte sous forme d'une convention de contribution avec une entité ayant passé les piliers, sélectionnée sur base de sa compétence technique dans le domaine d'appui considéré ainsi que leur présence et expérience à Djibouti.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4.4	
<b>Objectif 1</b> Renforcer la gouvernance financière et digitale composé de	<b>1 250 000</b>
Subvention (attribution directe) – cf. section 4.4.1	500 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3	750 000
<b>Objectif 2</b> Renforcer les institutions et les systèmes démocratiques et de redevabilité composé de	<b>1 700 000</b>
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.2	900 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3	800 000
<b>Objectif 3</b> Renforcer la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les migrations composé de	<b>850 000</b>
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.3	850 000
<b>Subventions</b> — enveloppe totale de la section 4.4.1	1 400 000
<b>Passation de marchés</b> — enveloppe totale de la section 4.4.3	<b>2 400 000</b>
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2	150 000
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	50 000
<b>Totaux</b>	<b>4 000 000</b>

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage sera constitué pour chacun des trois volets correspondant aux objectifs spécifiques. Chaque comité se réunira deux fois par an, des comités ad hoc pouvant être organisés en cas de nécessité.

En matière de ***gouvernance digitale***, ce comité sera présidé par le Ministère de l'économie numérique et de l'innovation et regroupera les acteurs gouvernementaux clés ainsi que les principaux partenaires.

Le suivi de l'appui au plan de réformes prioritaires, suite à l'exercice ***PEFA***, fera l'objet d'un comité de pilotage comprenant les deux ministères concernés (budget et finances), les autres acteurs gouvernementaux et les partenaires impliqués (BM, AFD...)

La composante d'appui à la ***gouvernance démocratique et à la redevabilité*** sera suivie un comité de pilotage qui regroupera les acteurs clés au niveau gouvernemental.

La composante ***gouvernance des migrations*** est sous la responsabilité du Ministère de l'intérieur et de son Bureau de coordination des migrations. Le Bureau travaillera en étroite collaboration avec les points focaux « migration » au sein des Ministères. Le Bureau bénéficiera d'expertise nationale et internationale mobilisées à travers le contrat-cadre pour renforcer ses capacités institutionnelles, ainsi que pour le déploiement de logiciel de gestion des données migratoires. Il existe, aujourd'hui, plusieurs réunions de coordination sur la question migratoire à Djibouti ainsi que des comités de pilotage pour les actions financées par l'Union européenne. Le renforcement des capacités institutionnelles du Bureau de Coordination des Migrations aura pour objectif de regrouper et renforcer la coordination et le pilotage des actions en faveur des migrations.

Les acteurs de la société civile impliqués dans les secteurs concernés seront formés et impliqués dans les comités de pilotages.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

**Mesures préalables :**

- Pour mettre en œuvre un appui à la gouvernance digitale, il est nécessaire que le code numérique soit cohérent avec le RGPD et qu'il mentionne explicitement la création d'une Commission nationale indépendante pour la protection des données d'ici fin décembre 2022.
- L'exercice PEFA devra être internalisé et un plan d'action adopté pour adresser les réformes retenues d'ici fin décembre 2022.
- Pour la gouvernance démocratique et la gouvernance des migrations, une appropriation au niveau politique est également indispensable pour permettre l'atteinte des résultats escomptés. Ceci se concrétisera notamment par une dotation du Bureau de coordination des migrations en ressources humaines (du personnel qualifié et mobilisé par le partenaire) et financières (du budget de fonctionnement) le rendant opérationnel d'ici fin décembre 2022.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Certaines données seront tirées d'enquêtes régulières réalisées par des agences des Nations Unies, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, tandis que d'autres données devront être fournies par le pays partenaires. Les détails sont mentionnés dans le cadre logique.

Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge et handicap.

Il sera évalué également comment l'action contribue à la réalisation des droits humains et contribue à l'égalité des sexes. Pour cela, les ODD de l'Agenda 2030 et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants. Une expertise sur les droits humains et l'égalité de genre seront requises pour accompagner les équipes d'évaluation.

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment si une réorientation de certaines activités doit être décidée. L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux, y compris pour une révision de la politique menée.

Des évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres participants au TEI gouvernance seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Des évaluations supplémentaires portant sur le respect des droits humains, de l'égalité de genre et l'approche inclusive de l'action pourront être commandées. La mise en œuvre des cinq principes de travail de l'approche basée sur les droits humains sera testée et évaluée.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention<sup>10</sup> (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme Action individuelle;

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Numéro OPSYS: ACT-60868
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Subvention au bénéfice d'une entité internationale qui a des compétences en matière de RGPD et dans la transmission de connaissances sur la mise en œuvre du RGPD (composante 1).
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention au bénéfice d'une organisation internationale, avec expérience spécifique et savoir-faire d'un projet d'appui au parlement et notamment au parlement djiboutien (composante 2).
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 3	Contrat de service (les trois composantes)

<sup>10</sup> [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).